

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS60036
59820 GRAVELINES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Mordacq Arnaud Imprimerie

Zone Industrielle du Petit Neufpré
62120 AIRE SUR LA LYS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement Mordacq Arnaud Imprimerie implanté Zone Industrielle du Petit Neufpré 62120 AIRE SUR LA LYS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à la mise en demeure du 28 mai 2019, qui concerne l'analyse du risque foudre et la clôture du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mordacq Arnaud Imprimerie
- Zone Industrielle du Petit Neufpré 62120 AIRE SUR LA LYS
- Code AIOT dans GUN : 0007002000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société IMPRIMERIE MORDACQ est spécialisée dans les activités d'impression offset utilisant des rotatives à séchage thermique. Elle est visée par les rubriques 2450-A-a imprimeries et 2445-1 transformation du papier, carton et réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2021. Sur site, on trouve 6 rotatives. Les principaux clients sont la grande distribution, les chaînes de magasins, les maisons d'édition de magazines et d'autres services comme les garages et les magasins de bricolage. Ces clients sont principalement situés dans le nord de la France.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'arrêté de mise en demeure du 28 mai 2019;
- la visite du site depuis la dernière extension.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Réserve extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.6.4.A	/	Mise en demeure, respect de prescription
protection doudre	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.9.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection foudre	AP de Mise en Demeure du 28/05/2019, article 1	/	Sans objet
clôture	AP de Mise en Demeure du 28/05/2019, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de la mise en demeure du 28 mai 2019 sont respectées. Elle peut être abrogée. Les prescriptions des articles 8.9.1 (travaux de protection foudre) et 8.6.4.A (réserve incendie) ne sont pas respectées et font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Protection foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/05/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, réalisation d'une étude du risque foudre
Prescription contrôlée : Article 18 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié, en réalisant une analyse du risque foudre pour l'ensemble du site de Aire-sur-la-Lys, dans un délai de un mois
Constats : Une analyse du risque foudre ainsi qu'une étude technique ont été réalisées pour le site de Mordacq. Cette étude reprend bien l'ensemble de l'ICPE. Elle conclut sur la nécessité de mettre en place: <ul style="list-style-type: none"> - une protection de niveau IV contre les effets direct de la foudre pour le bâtiment existant magasin papier et stockage palettes de bois - une protection de niveau IV sur les TGBTs du site - une protection par parafoudres adaptés de la centrale de détection incendie - une liaison équipotentielle de la canalisation principale de gaz de ville - une mise en place d'un système de prévention de situation orageuse à intégrer dans la procédure d'exploitation. Le rapport date du 25 juin 2019 et a été réalisé par la société BCM Foudre qui est certifiée QUALIFOUDRE.
Observations : Cette prescription est respectée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : abrogation de cet article de la mise en demeure

Nom du point de contrôle : clôture

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/05/2019, article 1
Thème(s) : Autre, clôture à réaliser
Prescription contrôlée : Article 7.3.1. de l'arrêté du 26 novembre 2007, en clôturant son site sur l'ensemble de sa périphérie, dans un délai de 2 mois.
Constats : Le site n'est pas entièrement clôturé mais sur les zones non clôturées l'accès au site est impossible, les portes sont fermées et ne peuvent être ouvertes de l'extérieures sans clés ou badges spécifiques. Le but de la non intrusion de la prescription est donc respectée.
Observations : Cette prescription est respectée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : abrogation de cet article de la mise en demeure

Nom du point de contrôle : Réserve extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.6.4.A
Thème(s) : Risques accidentels, réserve incendie
Prescription contrôlée : A) Défense extérieure contre l'incendie: - 1 réserve aérienne souple de 360 m3, équipée de 3 poteaux d'aspiration au Nord du site. [...]
Constats : La réserve incendie présente sur site ne contient pas le volume réglementaire demandé dans l'arrêté de 360 m3. En effet, la hauteur de 1m60 n'est pas atteinte pour garantir le volume demandé. La réserve a été réceptionnée par le SDIS mais elle a subi une fuite et a due être réparée. Pour cela, elle a été vidée, et re-remplie mais n'a pas fait l'objet d'une nouvelle vérification.
Observations :-
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : protection doudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.9.1.
Thème(s) : Risques accidentels, protection foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations , à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.
Constats : L'analyse du risque foudre et l'étude technique ont conclu à la nécessité de mettre en place des protections mais les travaux n'ont pas été réalisés. L'exploitant a reconnu son manquement.
Observations : -
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

ANNEXE 1

Société IMPRIMERIE MORDACQ
à AIRE-SUR-LA-LYS
Inspection du 21/06/2022

Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter des prescriptions

ARRÊTÉ N ° ... du portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement exploitées par l'imprimerie MORDACQ sur la commune de AIRE-SUR-LA-LYS

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5, L. 541-22, L. 541-44, R. 543-162 et R. 543-164 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 20 mai 2021 autorisant la société IMPRIMERIE MORDACQ à exploiter une imprimerie sur la commune d'AIRE-SUR-LA-LYS ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6, L. 514-5 et L. 541-3 du Code de l'environnement ;

Vu l'étude réalisée par BCM FOUDRE intitulée « Analyse Risque Foudre » et Étude Technique datée du 25 juin 2019 ;

[**Vu** les observations de l'exploitant formulé par courrier du [précisez la date]]

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 21 juin 2022, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- absence de réalisation des travaux de protection contre la foudre (paratonnerre, parafoudre) qui découlent de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique réalisées ;
- présence d'une citerne souple qui doit contenir 360m³. Le jour de l'inspection, sa hauteur était inférieure à 1m60 donc le volume n'est pas de 360 m³. Le volume demandé pour la DECI (Défense Exérieure Contre l'Incendie)n'est donc pas conforme.

2. Les constats ci-dessus constituent des manquements aux dispositions des

articles 8.9.1. et 8.6.4.A. de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2021 susvisé .

3. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IMPRIMERIE MORDACQ pour son imprimerie de Aire-sur-la-Lys de respecter les prescriptions et dispositions des articles 8.9.1. et 8.6.4.A de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2021 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

Article 1 – la société IMPRIMERIE MORDACQ, dénommé ci-après l'exploitant, sise Zone Industrielle du Petit Neufpré 62120 Aire-sur-la-Lys dont le siège social est situé à la même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.9.1. et 8.6.4.A de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2021, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- En réalisant les travaux de protection contre les effets de la foudre qui sont prévus dans l'analyse du risque foudre et l'étude technique réalisées par l'exploitant et dont le rapport date du 25 juin 2019;
- en disposant, en permanence, d'une citerne souple pour la défense incendie contenant 360 m³ d'eau ;

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 - Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Nord pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société IMPRIMERIE MORDACQ.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais;
- Monsieur le Maire de la commune de Aire-sur-la-Lys;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.